

<p>Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire Direction des Affaires maritimes Sous-direction des Gens de Mer et de l'Enseignement maritime <i>Bureau du Travail maritime (GM3)</i> <i>(même adresse)</i> Suivi par : Marion Jouniaux Tel : 01 44 49 80 21 - Fax : 01 44 49 82 54 Mail : marion.jouniaux@developpement-durable.gouv.fr</p>	<p>Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture Sous-direction de l'Aquaculture et de l'Economie des Pêches <i>Bureau de l'Economie des Pêches</i> 3 Place de Fontenoy - 75 700 Paris 07 SP Suivi par : Nicolas Udréa Tel : 01 44 49 82 44 - Fax : 01 44 49 82 00 Mail : nicolas.udrea@agriculture.gouv.fr NOR AGRM0912599C</p>
<p>CIRCULAIRE DPMA/SDAEP/C2009-9611 Date: 04 juin 2009</p>	

Date de mise en application : immédiate

Nombre d'annexes : 9

Objet : Mesures sociales accompagnant le plan de sortie de flotte 2009. Allocation complémentaire de ressources en faveur des marins à la pêche, cofinancée par le Fonds Européen pour la Pêche (FEP).

Mots-clefs : Pêche, sortie de flotte, FEP, allocation complémentaire de ressources.

Références :

- Règlement (CE) n1198/2006 du Conseil du 27 juillet 2006 ;
- Règlement (CE) n498/2007 de la Commission portant modalités d'exécution du règlement (CE) n1198/2006 du Conseil relatif au Fonds européen pour la pêche ;
- Protocole d'accord du 2 juillet 1991 relatif à la mise en place d'un système de CAA pour les marins pêcheurs salariés dont l'emploi est supprimé par suite des sorties de flotte ;
- Circulaire DPMA/SDPM/C2007-9627 du 21 novembre 2007 relative à la mise en œuvre du Programme Opérationnel FEP 2007-2013-mesure 23-aide publique à l'arrêt définitif des activités de pêche des navires pratiquant la pêche de l'anchois en zone CIEM VIII ;
- Circulaire DPMA/SDPM/C2007-9629 du 21 novembre 2007 relative à la mise en œuvre du Programme Opérationnel FEP 2007-2013-mesure 23-aide publique à l'arrêt définitif des activités de pêche ;
- Circulaire DPMA/SDPM/C2007-9630 du 21 novembre 2007 relative à la mise en œuvre du Programme Opérationnel FEP 2007-2013-mesure 23-aide publique à l'arrêt définitif des activités de pêche des navires thonailleurs.
- Arrêté du 26 décembre 2008 modifié relatif à la mise en œuvre d'un plan de sortie de flotte pour les navires dans les pêcheries sensibles ;
- Circulaire DPMA/SDAEP/C2009-9603 du 24 février 2009 relative aux modalités de mise en œuvre d'un plan de sortie de flotte pour les navires figurant dans les pêcheries sensibles.
- Circulaire DPMA/SDAEP/C2008-9628 du 22 septembre 2008 relatif à la mise en œuvre d'un plan de sortie de flotte pour les navires pêchant l'anchois.
- Arrêté du 23 janvier 2009 modifié relatif à la mise en œuvre d'un plan de sortie de flotte pour les navires pêchant le thon rouge à la senne en Méditerranée.
- Circulaire DPMA/SDAEP/C2009-9605 sur les modalités de mise en œuvre d'un plan de sortie de flotte pour les navires pêchant le thon rouge en Méditerranée.

Destinataires	
<p>Pour exécution : Messieurs les Préfets des Régions littorales Messieurs les Directeurs Régionaux et Messieurs les Directeurs Départementaux des Affaires Maritimes Monsieur le Président Directeur général de l'Agence de services et de paiement</p>	<p>Pour information : Messieurs les Préfets des Départements littoraux Monsieur le Directeur de l'Etablissement national des Invalides de la Marine. Monsieur le Sous-Directeur des Systèmes d'Information Maritimes</p>

Par circulaires suscitées, le ministère de l'Agriculture et de la Pêche a décidé de mettre en œuvre la mesure de l'article 23 du programme opérationnel du Fonds européen pour la pêche concernant l'aide publique à l'arrêt définitif des activités de pêches. La mise en œuvre de cette mesure a pour objet de mieux ajuster les capacités de pêche françaises aux ressources halieutiques.

Dans le cadre de ces plans de sortie de flotte, les marins concernés par l'arrêt définitif d'activité des navires, qu'ils soient salariés ou non, et dont l'emploi est supprimé par suite de la sortie de flotte de leur navire, bénéficieront de mesures sociales d'accompagnement.

La présente circulaire a pour objet de préciser les conditions de mise en œuvre du système d'allocation complémentaire de ressources (ACR).

I – CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE L'ALLOCATION COMPLEMENTAIRE DE RESSOURCES (ACR) AUX MARINS DE LA PECHE.

1.1 - Bénéficiaires

Les bénéficiaires de la mesure doivent remplir les conditions suivantes :

- être privé d'emploi à la suite de cessation définitive d'activité d'un navire ayant fait l'objet d'une sortie de flotte ;
- avoir fait la demande dans les trois mois qui suivent la sortie de flotte effective du navire concerné
- être titulaire d'un contrat d'engagement maritime à la date de dépôt du dossier ;
- justifier d'avoir exercé l'activité de marin pêcheur durant au moins 12 mois, de façon continue ou discontinuée durant les 24 derniers mois au sein de l'armement concerné ;
- être âgé de moins de 50 ans ou pour ceux âgés de plus de 50 ans, n'avoir pas validé 30 ans de services ;
- être à la recherche d'un emploi et inscrit comme demandeur d'emploi au Pôle Emploi (ex l'Agence Nationale pour l'Emploi) ;
- solliciter l'attribution de l'ACR durant les trois mois suivant la date effective de sortie de flotte ;
- pour les propriétaires de navires, candidats au Plan, réunir les conditions de ressources prévues au point 1.2 ci après.

1.2 - Conditions de ressources des propriétaires de navires :

Compte tenu des ressources personnelles hors ACR, les ressources mensuelles du propriétaire de navire, postérieures à la cessation d'activité ne doivent pas excéder le montant de l'allocation minimale journalière fixée et réévaluée périodiquement par Pôle Emploi (soit au 1^{er} juillet 2008 : 26,66 €).

1.3 - Durée d'indemnisation

- Si le marin est âgé de moins de 50 ans, l'ACR est allouée pendant une période totale maximale de 365 jours.
Les périodes de versement sont interrompues par la reprise d'une activité, embarquée ou non.
Si cette activité ne se poursuit pas, le marin retrouve le bénéfice des droits non utilisés.
Les droits non utilisés dans un délai de deux ans à compter de la date d'attribution sont caducs.
- Si le marin est âgé de 50 ans ou plus, l'ACR est allouée pendant une période totale maximale de 730 jours (les 365 premiers jours à taux plein et les 365 derniers jours à taux réduit de 50%).
Les périodes de versement sont interrompues par la reprise d'une activité, embarquée ou non.
Si cette activité ne se poursuit pas, le marin retrouve le bénéfice des droits non utilisés.
Les droits non utilisés dans un délai de deux ans à compter de la date d'attribution sont caducs.

1.4 - Date de prise en charge

Le revenu de remplacement est alloué à compter du lendemain de la date de licenciement ou du débarquement définitif du rôle, **à l'issue du préavis que celui-ci soit effectué ou non.**

1.5 - Indemnité de licenciement

Le marin bénéficie, s'il remplit les conditions d'attribution, de l'indemnité légale de licenciement.

1.6 Interruption du versement du revenu de remplacement

Le versement de l'allocation est interrompu si le marin retrouve une activité professionnelle, maritime ou non, à temps complet ou partiel.

Il est repris dès que l'activité professionnelle cesse. Le marin s'engage à en informer la DDAM.

1.7 Validation des services

Les périodes de versement de l'ACR seront validées sans taxation pour les droits à pension de la caisse de retraite des marins, l'ACR étant assimilée aux revenus de remplacement visés au 9 de l'article L12 du code de pension des retraites des marins.

La DDAM informe la Sous-Direction des Systèmes d'Information Maritimes et le centre national de liquidation des rôles d'équipage de l'ENIM des périodes de prise en charge du marin au titre du système de l'ACR pour la validation de ses services en leur envoyant une copie du certificat de service fait.

II – MODALITES DE CALCUL DE L'ALLOCATION COMPLEMENTAIRE DE RESSOURCES

2.1 Calcul

L'ACR est composée, comme dans le régime de l'assurance chômage, d'une part fixe déterminée par Pôle Emploi et d'une part variable représentant 40,4% du salaire forfaitaire journalier de référence, qui est le salaire forfaitaire ENIM du marin à la date du licenciement ou du débarquement définitif du rôle. La somme ainsi obtenue ne peut être inférieure à 57,4% du salaire forfaitaire journalier de référence, sans toutefois dépasser 75% de ce même salaire de référence.

En tout état de cause, ce résultat ne peut être inférieur à un minimum fixé par Pôle Emploi qui est de 26,66 € depuis le 1^{er} juillet 2008.

Du montant de l'allocation complémentaire de ressources seront déduites les allocations éventuellement perçues au titre du régime d'assurance chômage ou du régime de solidarité.

2.2 Revalorisation

Le montant de l'allocation complémentaire de ressources est revalorisé en fonction de l'évolution du salaire forfaitaire de l'ENIM et de la revalorisation éventuelle de la part fixe décidée par Pôle Emploi.

La DAM (bureau GM3) adresse les barèmes de calcul de l'ACR à chaque revalorisation (ENIM ou Pôle Emploi) aux DDAM et à l'Agence de services et de paiement (ASP).

2.3 Cotisations sociales

L'ACR est soumise à la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

III – PROCEDURE D'ADMISSION AU SYSTEME DE L'ALLOCATION COMPLEMENTAIRE DE RESSOURCES

3.1 - Dépôt de la demande

Le marin devra établir une demande d'ACR en remplissant le formulaire mis à sa disposition par la DDAM (**annexe 1**).

Ce dossier comprend :

- une page de garde : demande de subventions publiques FEP ;
- une page d'identification du marin ;
- un modèle d'attestation de l'employeur.

Les pièces justificatives à fournir par le marin sont les suivantes :

- pièce d'identité du marin ;
- tout justificatif établissant la nature et le montant de ses droits à allocations éventuellement perçues au titre du régime d'assurance chômage ou du régime de solidarité ;
- attestation de l'employeur à remplir par l'armateur, lettre de licenciement et reçu pour solde de tout compte ou dernier bulletin de salaire ;

- cas des propriétaires de navires : 3 derniers avis d'imposition.

3.2 - Instruction de la demande

A leur réception par les DDAM, toutes les demandes font l'objet d'un contrôle systématique.

Les services de la DDAM vérifient que les dossiers sont complets et que les conditions d'éligibilité sont remplies

Le dossier est instruit par la DDAM, dans le logiciel PRESAGE.

Les dossiers incomplets sont immédiatement retournés au demandeur en l'invitant à procéder aux compléments ou aux rectifications nécessaires dans les meilleurs délais.

Le dossier complet fait alors l'objet d'un accusé de réception (**annexe 2**), qui doit mentionner notamment :

- La date d'enregistrement, c'est à dire la date de réception du dossier complet ;
- Le numéro PRESAGE ;
- Les données identifiant le marin ;
- Le rappel des engagements souscrits.

Dans le cas où le dossier de candidature ne pourrait être retenu, le DDAM adresse au demandeur une notification de refus d'aide à l'allocation complémentaire de ressources.

Si les critères d'attribution de l'allocation sont remplis, la DDAM calcule le montant mensuel auquel a droit le marin à l'aide des tableaux fournis par le bureau Gm3 à chaque revalorisation de l'allocation.

La DDAM réalise également un échéancier prévisionnel tenant compte de revalorisations estimées à 2,5%, au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet de chaque année.

3.3 - Programmation

La date de passage en comité de programmation à retenir est : 3 mois après la date de la présente circulaire.

3.4 - Suivi et engagements des dossiers

Les DDAM transmettent aux directions régionales de l'ASP le RIB du marin, ainsi que la fiche de demande d'engagement comptable (**annexe 3**) sur laquelle figure l'échéancier prévisionnel, ainsi que l'attestation relative aux droits aux allocations chômage ou solidarité délivrée par Pôle emploi.

L'ASP après vérification de la disponibilité des fonds, engage le dossier et renvoie la demande d'engagement comptable validée à la DDAM.

La DDAM prend une décision d'attribution (**annexe 4**) qu'elle envoie au bénéficiaire de l'allocation.

Une copie de cette décision, signée par le Préfet ou par le DDAM par délégation, doit être transmise à la DR de l'ASP.

3.5 - Procédure de liquidation et de paiement

Les DDAM adressent un certificat pour paiement (CPP) collectif mensuel (**annexe 5**), **avant le 5 de chaque mois** pour mise en paiement.

Un certificat de service fait individuel semestriel (le premier le 15 janvier pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre, le second le 15 juillet pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin) est envoyé à l'ASP.

Un CSF individuel est envoyé à l'ASP pour le dernier versement de l'aide, ou si le marin reprend une activité en CDD ou CDI.

En cas de modification de la situation du marin vis à vis de pôle emploi une nouvelle attestation de cette situation doit être envoyée à l'ASP.

Le versement de l'allocation au marin se fait mensuellement par l'ASP sur la base du CPP, après précompte de la contribution sociale généralisée (CSG) et de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

La DR de l'ASP saisit dans PRESAGE le montant versé mensuellement.

La DR de l'ASP transmet au bénéficiaire un avis de paiement précisant les parts Etat (MEEDDAT) et FEP.

En vertu de la clause de revalorisation figurant dans la décision d'attribution de l'aide, aucune décision d'attribution modificative ne sera nécessaire. Cependant une demande d'engagement comptable complémentaire devra être adressée à l'ASP.

3.6- Suspension de l'aide.

Lorsque le marin reprend une activité (embarquée ou non), et qu'il ne remplit plus les conditions pour bénéficier de l'ACR, la DDAM en informe l'ASP.

L'ASP suspend le versement de l'aide jusqu'à ce que le marin réponde de nouveau aux conditions lui permettant de bénéficier de l'ACR.

L'annexe 6 précise les échanges d'information entre la DDAM et l'ASP en cas de reprise d'activité sous forme de CDI ou pour un CDD dont le terme est postérieur à la date de fin de droit.

En cas de reprise d'activité, en CDI ou pour un CDD dont le terme est postérieur à la date de fin de droit, la DDAM saisit dans PRESAGE une demande de désengagement comptable (**annexe 7**) qu'elle envoie à la DR de l'ASP.

3.7 - Ordre de reversement et recouvrement des sommes indues

En cas de non respect des engagements par le bénéficiaire, le préfet ou la DDAM par délégation prend une décision de déchéance partielle ou totale des droits, en application du régime de sanction du dispositif, avec demande de remboursement.

La DDAM saisit dans PRESAGE une demande de désengagement comptable (**annexe 7**) qu'elle envoie à la DR de l'ASP.

La demande de remboursement est prise sur la base du montant déterminé par la DDAM. Cette décision est notifiée au bénéficiaire (**annexe 8**).

Sur notification de cette décision qui lui confie le recouvrement, l'ASP est chargée de récupérer auprès des bénéficiaires des aides, tout ou partie des sommes qu'il a versées (y compris les fonds communautaires) majorées le cas échéant des pénalités et des intérêts au taux légal prévus par la réglementation en vigueur.

IV – MODALITES DE FINANCEMENT

L'ACR est financée à 80% par l'Etat et à 20% par le FEP pour ce qui concerne les dossiers liés au plan de sortie de flotte se rattachant aux circulaires DPMA/SDAEP/C2008-9628, DPMA/SDAEP/C2009-9603 et DPMA/SDAEP/C2009-9605.

Pour les dossiers se rattachant aux circulaires DPMA de 2007, l'ACR est financée à 60% par l'Etat et 40% par le FEP.

L'Etat prend en compte les sommes nécessaires au paiement de la part Etat de l'allocation complémentaire de ressources et verse à l'Asp les crédits y afférents pour règlement aux marins concernés par cette mesure conformément à une convention conclue entre l'Etat et l'ASP.

V – CONTROLES ET SUIVIS

5.1 - Contrôle des droits des allocataires au bénéfice de l'ACR

Le DDAM effectuera des contrôles a posteriori des situations des allocataires, au besoin en les convoquant.

Le DDAM peut si il l'estime nécessaire demander au marin un état de sa situation (périodes travaillées à terre, périodes d'embarquements etc.).

La Sous-Direction des Systèmes d'Information Maritimes (SDSIM) informera chaque mois les DDAM,

de la situation des allocataires dont ils relèvent, à l'égard de leurs éventuelles périodes de reprise de navigation, afin de faciliter leur travail de contrôle.

5.2 - Suivi de l'état d'avancement de la demande

L'ASP adresse, trimestriellement à la DAM et à la DPMA, un état récapitulatif des engagements et des paiements par bénéficiaire au titre de la part Etat/FEP.

VI – DATE D'APPLICATION

Le système de l'allocation complémentaire de ressources défini par la présente circulaire en faveur des marins de la pêche est d'application immédiate.

Fait à Paris le,

Pour le Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du
Développement durable et de l'Aménagement du
territoire
Le Directeur des Affaires Maritimes

Damien CAZE

Pour le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche
Le Directeur des Pêches Maritimes et de
l'Aquaculture

Philippe MAUGUIN

3- PIÈCES A FOURNIR

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur	Sans objet
Exemplaire original de la demande complété et signé	tous	<input type="checkbox"/>		
Carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité ou livret de famille tenu à jour ²	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
RIB ou copie lisible ²	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Relevé de carrière	tous	<input type="checkbox"/>		
Attestation de l'employeur à compléter par l'armateur	tous	<input type="checkbox"/>		
Attestation de ressources délivrée par l'ASSEDIC	tous	<input type="checkbox"/>		
Copie des 3 derniers avis d'imposition	propriétaire de navires	<input type="checkbox"/>		

 **Le service instructeur pourra demander les pièces complémentaires qu'il juge nécessaires à l'étude du dossier.**

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration, j'autorise je n'autorise pas³ l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

4- ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

- Je certifie l'exactitude des renseignements indiqués.
- Je m'engage à aviser sans délai l'administration des affaires maritimes dès que j'aurai repris une activité professionnelle, embarquée ou non.
- Je reconnais avoir pris connaissance du fait que toute fausse déclaration ou fraude entraînerait la cessation du versement de ma prestation.

5- INDICATEURS DE REALISATION PREVISIONNELS (à renseigner par le service instructeur)

Axe	Mesure	Action	Libellé	Donnée	Quantité prévisionnelle
1- Mesures en faveur de l'adaptation de la flotte de pêche communautaire	1.5- Compensations socioéconomiques pour la gestion de la flotte de pêche communautaire	1	Allocation Compensatoire de Ressource (ACR)	12. Nombre total de pêcheurs bénéficiant de compensations non renouvelables	
				13. Nombre total de femmes pêcheurs bénéficiant de compensations non renouvelables	

Cachet	Date : _ _ / _ _ / _ _ _ _	Nom et signature du représentant légal :
--------	-----------------------------	------------------------------------------

² **Attention** : Si vous avez fourni ces justificatifs et avez autorisé explicitement l'administration (DDAM, DRAM, DDAF, DRAF, ...) à les transmettre à d'autres structures publiques, vous n'avez pas à produire ces pièces.

• *Pour le RIB* : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu du service instructeur. Sinon (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

³ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

ATTESTATION DE L'EMPLOYEUR

(à remplir par l'armateur)

DEMANDEUR

EMPLOYEUR

NOM Prénom :

.....

Adresse :

.....

.....

.....

Tél. : |_|_|-|_|_|-|_|_|-|_|_|-|_|_|

Nom du navire du dernier emploi :

.....

.....

Quartier des Affaires maritimes auquel
l'armement est rattaché (quartier
correspondant) :

.....

.....

.....

Catégorie ENIM du marin⁴ :

.....

.....

Date de licenciement du marin⁵ (terme du
préavis) : |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

Date de la fin des congés payés :

|_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

Code d'activité économique (APE) :

|_|_|_|_|

N° SIRET :

|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

N° de code ENIM de l'armateur :

|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Affilié à l'ASSEDIC : OUI NON

Cachet :

Je, soussigné (nom de l'armateur),
certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Fait à, le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|
Signature :

⁴ A la date du licenciement.

⁵ Joindre un justificatif à l'appui (lettre de licenciement et reçu pour solde de tout compte ou dernier bulletin de salaire).



« Nom du demandeur ou raison sociale »
 « Prénom ou suite raison sociale »
 « Adresse »
 « code postal » « commune »
 « Ville », le « Date_du_jour »

**Objet : Accusé de réception du dossier de demande d'aide
 Programme FEP 2007 - 2013**

« Intitulé de l'opération »

Madame, Monsieur,

J'ai reçu le « Date réception », une demande d'allocation complémentaire de ressources au titre du Fonds européen pour la pêche, au nom de « Nom du demandeur ou raison sociale » : **Je vous précise que cet accusé de réception n'est en aucun cas une promesse de subvention.**

En effet, il ne signifie pas que le dossier respecte toutes les dispositions réglementaires (CE) n°1198/2006 et (CE) n°498/2007.

Il ne préjuge en rien de l'attribution de l'allocation demandée.

En cas de besoin, des pièces supplémentaires pourront vous être demandées.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

« NOM, prénom, fonction »
 Signature et cachet du chef du service instructeur





**Annexe 5 CERTIFICAT POUR PAIEMENT MENSUEL COLLECTIF
ACR
FONDS EUROPEEN POUR LA PÊCHE (FEP)**

SERVICE INSTRUCTEUR :	
Personne à contacter :	
Tél. :	Fax :
Mail :	

MOIS CONCERNE	
----------------------	--

CARACTERISTIQUES DU DOSSIER				IDENTITE DU DEMANDEUR							REVALORISATION (le cas échéant)			REPRISE D'ACTIVITE DANS LE MOIS		TYPE DE VERSEMENT		MONTANT A REGLER AU TITRE DU PRESENT VERSEMENT			
N° PRESAGE	N° DOSSIER CNASEA	Date de demande	Date d'arrêté ou convention attributive	NOM	Prénom	Date de naissance	Adresse	CP	Commune	Tél.	Motif : RE, RU ou A *	Date d'effet	détail du montant effectif revalorisé	Période(s) de reprise	Nombre de jours de reprise	Acompte (A) ou Solde (S)	N° de l'acompte	Etat	FEP	Total	
1																					0,00
2																					0,00
3																					0,00
4																					0,00
5																					0,00
6																					0,00
7																					0,00
8																					0,00
9																					0,00
10																					0,00
11																					0,00
12																					0,00
13																					0,00
14																					0,00
15																					0,00
16																					0,00
17																					0,00
18																					0,00
19																					0,00
20																					0,00
21																					0,00
22																					0,00
23																					0,00
24																					0,00
25																					0,00
26																					0,00
27																					0,00
28																					0,00
29																					0,00
30																					0,00
																		0,00	0,00	0,00	

* Revalorisation du salaire forfaitaire de l'ENIM (RE), Revalorisation de la part fixe décidée par l'UNEDIC (RU), Autre (A)

- LES PIECES NECESSAIRES A LA LIQUIDATION DE L'AIDE ONT ETE FOURNIES PAR LE BENEFICIAIRE QUI EN CONSERVE LES ORIGINAUX
- L'OBJET DE LA CONVENTION OU DE L'ARRETE EST BIEN RESPECTE

Fait à _____ le _____
NOM, prénom, fonction

Cachet et signature du chef du service instructeur

Le bénéficiaire répondant de nouveau aux conditions d'attribution de l'aide, nous vous demandons de reprendre les paiements.

Le montant mensuel brut de l'allocation est de €.

Ce montant pourra être revalorisé.

Demande ³ en date du _ _ / _ _ / _ _ _ _ _ Cachet et signature du service instructeur	Le _ _ / _ _ / _ _ _ _ _ Cachet et signature DR ASP⁴
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------

³ Demande adressée par le service instructeur à la DR ASP.

⁴ L'ASP enregistre la demande et la retourne, datée et signée, au service instructeur.



avec le Fonds Européen pour la Pêche

DECISION DE DECHEANCE DE DROITS

- Vu le règlement (CE) n°1198/2006 du Conseil du 27 juillet 2006 relatif au Fonds européen pour la pêche ;
- Vu le règlement (CE) n°498/2007 de la Commission du 26 mars 2007 portant modalités d'exécution du règlement (CE) n°1198/2006 du Conseil relatif au Fonds européen pour la pêche ;
- Vu la décision C (2007) 6791 de la Commission en date du 19 décembre 2007 portant approbation du Programme Opérationnel pour les interventions structurelles communautaires dans le secteur de la pêche en France pour la période 2007/2013 ;
- Vu le règlement (CE) n°2035 de la Commission du 12 décembre 2005 modifiant le règlement (CE) n°1681/1994 concernant les irrégularités et le recouvrement des sommes indûment versées dans le cadre du financement des politiques structurelles ainsi que l'organisation d'un système d'information dans ce domaine ;
- Vu le décret et/ou arrêté sur la mise en œuvre de la mesure;
- Vu le décret d'éligibilité des dépenses du programme cofinancé par le FEP ;
- Vu l'avis de la Commission de programmation le **Date Commission** ;
- Vu le compte-rendu / rapport (à préciser) du contrôle sur place / administratif (à préciser) du..... et la décision de
- Vu(avis éventuels ou réponse de l'intéressé)
- Vu l'engagement comptable n°.....
- Sur proposition du DPMA, Directeur Régional des Affaires Maritimes (ou de l'Agriculture et de la Forêt) à «Lieu_Direction»;

Le préfet de région décide :

Article 1^{er} :

Il a été constaté par la DPMA/DRAM/DRAF (*préciser*), que :

«**NOM_DU_BÉNÉFICIAIRE_**», «**Adresse_du_Bénéficiaire**» - «**Code_Postal_et_Ville**», N° SIRET :
«**N_de_Siret**»

n'a pas respecté les engagements de l'arrêté/convention dans le cadre du Programme Opérationnel du FEP 2007-2013, relatifs à l'axe «Axe», mesure «Mesure», action «action», signés le «**date_EJ**», pour le(s) motif(s) suivant(s) :

-
-
-
-
-
-
-
-
-
-

**1) Il est demandé le remboursement (partiel ou total) des sommes indûment perçues au titre de la mesure concernée dont le montant principal s'élève à (montant).
Il sera éventuellement majoré des intérêts et des pénalités réglementaires.**

CERTIFICAT DE SERVICES

(à transmettre au CNLRE)

NOMS ET PRENOMS DES INTERESSES	QUARTIER ET NUMERO D'INSCRIPTION	CATEGORIE	DUREE DE LA PRISE EN CHARGE AU TITRE DE L'ACR			
			du	au	mois	jours

Je soussigné, administrateur des affaires maritimes à Caen, constate la validité périodes de prise en charge au titre de l'allocation complémentaires de ressources indiquées ci - dessus.

A, le

Le Directeur départemental des Affaires maritimes